

## CONSIGNE

# Dispositions particulières concernant l'affectation de personnel sur des postes à risques –

## Personnels temporaires, stagiaires, jeunes travailleurs et femmes enceintes ou allaitantes

### Généralités

INRAE accueille de nombreuses personnes pour des durées limitées, notamment des stagiaires et des personnes en main d'œuvre occasionnelle.

Les modalités d'accueil des nouveaux arrivants sont indiquées dans la note de service NS 2014-14 relatives à la santé, la sécurité et les conditions de travail des personnes, ainsi qu'à la protection des biens et à la préservation de l'environnement. En particulier, la directrice ou le directeur d'unité veille à ce qu'une formation soit dispensée aux nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes dès leur prise de poste en lien avec l'encadrement de proximité, l'assistante ou l'assistant de prévention et la conseillère ou le conseiller prévention de centre. Cette formation comprend un accueil santé sécurité environnement précisant les règles générales et particulières de prévention. De plus, l'embauche d'une agente ou d'un agent non-titulaire doit préalablement avoir fait l'objet d'une identification des "postes à risques"<sup>1</sup>.

Pour finir, certaines formations sont spécifiques aux risques liés à l'environnement de travail et aux activités exercées (cf. page Intranet Prévention & Environnement « Formations spécifiques » : <https://intranet.inrae.fr/prevention/FORMATION-ET-COMMUNICATION/Formations/Formations-specifiques>)

### Liste des travaux interdits aux personnels temporaires

L'article D4154-1 du code du travail fixe la [liste des travaux interdits aux salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et aux salariés temporaires](#). Cet article s'applique également à tous les personnels en CDD à INRAE. La liste ci-dessous en présente une partie, applicables aux activités d'INRAE.

1. <b>Travaux exposant à l'amiante</b>
2. <b>Travaux exposant à certains amines aromatiques (benzidine, dérivés chlorés, ...)</b>
3. <b>Travaux exposant à l'arsénite de sodium</b>
4. <b>Métallurgie et fusion du cadmium</b>
5. <b>Travaux de désinsectisation des bois</b>
6. <b>Travaux susceptibles d'entraîner une exposition aux rayonnements ionisants dès lors qu'ils sont effectués dans des zones où le débit de dose horaire est susceptible d'être supérieur à 2 millisieverts.</b>

Ces interdictions ne s'appliquent pas lorsque les travaux sont réalisés à l'intérieur d'appareils hermétiquement clos en marche normale compte-tenu que dans ce cas aucune exposition des agentes ou agents n'est possible.

### Dérogations possibles (article D4154-4 du code du travail)

La présidente ou le président de centre peut être autorisé.e, sur sa demande, à employer des personnels temporaires pour effectuer les travaux cités ci-dessus.

Cette demande, accompagnée de l'avis du CHSCT (ou à défaut, une lettre des délégués du personnel) et du médecin du travail, doit être adressée à la directrice ou au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi qui statue dans un délai d'un mois à compter de la présentation d'une lettre recommandée.

### Quelques spécificités à INRAE

Radioprotection	A INRAE, les travaux nécessitant l'exposition aux rayonnements ionisants ne peuvent pas être confiés aux personnes présentes pour une durée inférieure à 3 mois. Ils peuvent exceptionnellement être confiés aux personnes sous contrat à durée limitée inférieure à 3 mois si leur niveau de qualification le permet, après vérification de leur aptitude professionnelle, information sur les règles de santé et de sécurité au travail propres au service par la Personne Compétente en Radioprotection de l'unité d'accueil et mise en place de la surveillance médicale telle qu'elle est prévue dans le cadre du fonctionnement de la médecine de prévention à INRAE.
CMR	Les travaux et activités exposant à des substances CMR de catégories 1A et 1B ou à des substances chimiques dangereuses pour lesquelles l'évaluation des risques a conclu à un risque non faible ne peuvent pas être confiés à des stagiaires présents pour une durée inférieure à 3 mois. Ils peuvent être confiés aux personnes sous contrat à durée limitée si leur niveau de qualification le permet, après vérification de leur aptitude professionnelle, information sur les règles de sécurité propres à l'activité et mise en place d'une surveillance médicale appropriée.

<sup>1</sup> Il s'agit de postes nécessitant certaines qualification (maintenance, travaux sur machine dangereuses...) ou pour lesquels une formation particulière est prévue par la réglementation (conduite d'engins, travaux électriques...)

## CONSIGNE

# Dispositions particulières concernant l'affectation de personnel sur des postes à risques –

## Personnels temporaires, stagiaires, jeunes travailleurs et femmes enceintes ou allaitantes



### Les travaux interdits aux jeunes travailleurs (15-18 ans)

L'âge d'admission des jeunes au travail est fixé à 16 ans, ce qui correspond à la fin de l'obligation scolaire en France. Toutefois, à partir de 15 ans au moins, les jeunes en formation professionnelle peuvent effectuer une formation professionnelle en alternance et donc se former en milieu professionnel.

En plus des interdictions précédentes, les articles D4153-15 à D4153-37 du code du travail précisent les travaux interdits pour de tels travailleurs (liste non-exhaustive) :

1. Travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux à l'exception des agents chimiques dangereux qui relèvent uniquement d'une ou de plusieurs des catégories de danger définies aux sections 2.4, 2.13, 2.14 et aux parties 4 et 5 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008.
2. Travaux susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveaux 2 ou 3.
3. Travaux exposant aux agents biologiques de groupe 3 ou 4
4. Travaux exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière
5. Travaux exposant à des rayonnements de catégorie A
6. Travaux en milieu hyperbare.
7. Travaux nécessitant la conduite des quadricycles à moteur et des tracteurs agricoles ou forestiers non munis de dispositif de protection en cas de renversement
8. Travaux nécessitant l'accès sans surveillance à un local, emplacement ou chantier présentant un risque électrique.
9. Travaux temporaires en hauteur sans mesures de protection collective contre le risque de chute et dans les arbres.
10. Travaux d'abattage, d'euthanasie et d'équarrissage des animaux

### Dérogations possibles (articles R4153-38 à R4153-52 du code du travail)

Une autorisation de dérogation accordée par l'inspection du travail peut permettre à un jeune travailleur dans une des situations suivantes d'effectuer certains travaux.

C'est le cas, par exemple, des apprentis ayant accompli la scolarité du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement secondaire, des jeunes embauchés sous contrat de professionnalisation ou encore des stagiaires en formation professionnelle.

Jeunes travailleurs en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation	L'affectation du jeune sera possible si toutes les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"><li>- Avoir procédé à l'évaluation des risques</li><li>- Avoir, après l'évaluation, mis en œuvre les actions de prévention ;</li><li>- Avoir informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité, et lui avoir dispensé la formation à la sécurité ;</li><li>- Assurer l'encadrement du jeune par une personne compétente ;</li><li>- Avoir obtenu la délivrance d'un avis médical d'aptitude.</li></ul>
Jeune travailleur en CAP, en bac professionnel ou technologique, en brevet de technicien ou en centre d'aide par le travail.	

Une déclaration de dérogation devra être adressée par lettre recommandée avec avis de réception à l'inspection du travail. Elle doit être renouvelée tous les 3 ans.

Enfin, un jeune possédant le diplôme ou le titre professionnel correspondant à l'activité qu'il exerce, peut, après avis médical, accomplir les travaux réglementés de sa profession.

### Cas particuliers : femmes enceintes et allaitantes

Les femmes enceintes ou allaitantes ne peuvent pas être affectées ou maintenues à des postes de travail les exposant :

- à des produits antiparasitaires dont l'étiquetage indique qu'ils peuvent provoquer des altérations génétiques héréditaires (article 13 du décret 87-361 du 27/05/1987) ;
- à certains rayonnements ionisants femme enceintes : inférieure à 1 mSv de la déclaration de la grossesse à l'accouchement, femme allaitante : interdiction de les maintenir ou les affecter à un poste entraînant un risque d'exposition interne ;
- au virus de la rubéole ou au toxoplasme, sauf si la preuve existe que cette dernière est suffisamment protégée contre ces agents ;
- à des produits reprotoxiques des catégories 1A et 1B ou classés H362 (article D4152-10 du Code du travail) ;
- à des champs électromagnétiques.